

Journée d'études « Parcours individuels dans la Résistance », 10 juin 2018

LES DOSSIERS DE RESISTANTS DANS LES FONDS PRIVES DU SHD

Riches de près de 5000 fonds, les archives privées du Service historique de la Défense conservent une proportion notable de fonds concernant la Deuxième Guerre mondiale, compte tenu du nombre des acteurs qui y furent engagés et de l'importance cruciale de cette période pour l'histoire de la France et du monde.

1

Au sein de ce vaste ensemble, les fonds privés intéressants la Résistance sont naturellement bien moins nombreux que les papiers de soldats ou d'autorités militaires. L'obligation du secret et l'absence d'une production administrative expliquent naturellement que les fonds de résistants soient assez rares et aient été plus volontiers produits après-guerre que dans la clandestinité. Plus rares encore sont les fonds qui réunissent des dossiers individuels, ces dernières années ayant cependant vu entrer dans les collections plusieurs fonds d'importance, confiés au SHD par des associations dissoutes ou moribondes.

À l'image des amicales de divisions, régiments, navires ou escadrilles, qui ont longtemps maillé et maillent encore le monde militaire en regroupant les anciens de telle ou telle unité, les réseaux et mouvements ont en effet longtemps entretenu le souvenir de leur activité contre l'occupant, au travers de nombreuses associations, dont l'influence sur la vie politique et intellectuelle française serait d'ailleurs à étudier. Périclitant au fur et à mesure que leurs membres s'éteignaient, ces associations laissent aujourd'hui des archives qui comprennent des dossiers d'adhérents, ainsi que le reflet de leurs activités d'entraide, de cohésion, de recherche, de mémoire et de commémoration. À noter que plusieurs d'entre elles ont rejoint le Souvenir Français, avec lequel le SHD a conclu un partenariat quant à la gestion de leurs fonds d'archives.

Les dossiers conservés dans ces fonds sont l'objet de cette communication. Si, en fonction des organismes dont ils émanent, ils recèlent des pièces de types et d'intérêts divers, ils offrent, par leur nombre et leur ensemble, un panorama significatif de ce que fut le monde résistant, pendant et après-guerre. J'ai volontairement choisi d'omettre, dans les descriptions qui suivent, la documentation ou les papiers relatifs à la gestion de l'association, pour ne mentionner que les dossiers individuels. On me pardonnera l'aspect malheureusement un peu répétitif de cette liste, pour se concentrer sur l'intérêt des fonds qu'elle énumère.

1. Fonds de l'Organisation civile et militaire (OCM), GR 1K 634

Il était naturel que les premiers fonds de mouvements de résistants confiés au Service historique proviennent d'organisations fondées par des militaires.

Mouvement créé en 1940, l'OCM recrute tout d'abord parmi les amicales d'officiers. Ces militaires organisent un premier réseau de renseignement et d'évasion et sont rejoints en décembre 1940 par d'anciens militants de la Confédération des travailleurs intellectuels, avec lesquels ils forment l'OCM. Le mouvement privilégie l'action militaire (recherche du renseignement, évasions, groupes francs), mais forme également les cercles d'études économiques et politiques qui éditent *Les Cahiers de l'OCM* et la revue *Avenir*. En 1942, le nombre de ses membres est estimé à plusieurs milliers.

Le fonds aujourd'hui conservé par le SHD représente une vingtaine de mètres linéaires et 126 cartons. Il a été confié en dépôt au SHD en 1992 et ses 89 premiers cartons sont constitués des dossiers personnels de 12 000 membres de l'OCM. Un peu plus de 670 dossiers sont cependant encore aujourd'hui conservés par le déposant, bien qu'ils apparaissent à l'inventaire.

Ces dossiers comportent notamment le témoignage de l'intéressé sur ses actions de résistance, ainsi que l'origine de son adhésion. Comme on le verra, l'OCM ne sera ainsi pas la seule organisation à demander à ses membres de justifier de leur qualité de résistant, et ces récits sont le plus souvent peu connus, même s'il convient, comme avec tout témoignage, d'en user avec prudence. On retrouve également dans les dossiers des lettres de recommandation et des attestations rédigées par des autorités de la Résistance, visant à certifier les services contre l'occupant que l'intéressé prétend avoir rendus.

2. Le fonds de l'Amicale des anciens de l'Organisation de résistance de l'Armée (GR 1K 369)

Regroupant là aussi des officiers, l'ORA est fondée à la suite de l'invasion de la zone Sud en novembre 1942. L'ORA se développe rapidement en zone Sud, grâce aux cadres de l'Armée d'armistice et à l'armement camouflé par ceux-ci. Elle reconnaît, à l'origine, le général Giraud comme son chef nominal et fusionne en février 1944 avec l'Armée secrète (AS) et les FTP, afin de former les FFI, tout en conservant son autonomie.

Le fonds de l'organisation a été confié au Service historique entre 1986 et 2012, puis s'est enrichi des archives de plusieurs généraux et amicales, qui constituent aujourd'hui une source primordiale pour l'histoire de ce réseau, avec 94 dossiers.

Outre des papiers de fonction, rapports, souvenirs, essais, documentation et archives d'association, le fonds conserve un seul carton correspondant à des archives de

personnels, qui contient un fichier des membres de l'organisation, réalisé après 1945.

3. Fond de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance (DE 2009 PA 128)

Créée en mai 1945, l'association nationale des anciens officiers ou sous-officiers de la Résistance (ANOSOR) regroupe les anciens combattants volontaires de la Résistance. Elle se donne pour vocation la défense de leurs droits et de leurs intérêts, le maintien des liens entre ses membres, le soutien moral et matériel des combattants et de leurs familles, ainsi que le respect des lieux de mémoire de la Résistance. Représentant 218 cotes et 15 mètres linéaires, le fonds comprend 120 cartons d'archives individuelles, sous la forme :

- de dossiers administratifs des adhérents démissionnaires ou décédés avant la dissolution de l'ANCVR ;
- de dossiers administratifs des adhérents ayant cotisés jusqu'à la dissolution de l'association ;
- d'un fichier d'adhérents ;
- d'un fichier des titulaires de la Légion d'honneur ;
- de l'annuaire des membres de l'ANCVR.

4. Fonds du mouvement Libération-Nord (DE 2008 PA 115)

Fondée dès 1940 en zone occupée, Libération-Nord devient un mouvement de Résistance un an plus tard. Il se veut l'expression des mouvances syndicales CGT non communiste, CFTC et de la SFIO clandestine. Ses actions principales sont l'édition du journal *Libération*, l'animation de réseaux de renseignement (Phalanx, Éleuthère, Cohors-Asturies, Brutus), l'organisation de la filiale Police et Patrie, la lutte contre le STO, ainsi que le noyautage des administrations publiques, de la SNCF, de l'EDF et des organismes de sécurité sociale. À la Libération, une association regroupe ses anciens membres et se décline bientôt au travers d'unions départementales de sections locales dans ses régions d'implantation. Elle mène dès lors une activité d'aide à l'obtention du statut de résistant, ainsi que des activités à caractère social. Ses archives, qui représentent 42 dossiers et 6 mètres linéaires, conservent en premier lieu des archives de liquidation du mouvement, dont des listes et des dossiers personnels des agents, ainsi que les travaux des unions départementales et des archives de liquidation des réseaux dépendants de Libération Nord. Il comprend également des papiers, de la correspondance, de la documentation et des publications de Libération Nord, ainsi que des documents relatifs aux activités de l'association et à ses liens avec d'autres organisations associatives ou politiques.

5. Fonds du Mouvement de libération nationale (DE 2010 PA 52)

Créé au début de l'année 1944, le Mouvement de libération nationale (MLN) regroupe les Mouvements unis de la Résistance (eux-mêmes issus de la fusion de plusieurs mouvements de la zone Sud) et des mouvements de la zone nord. Le MLN résulte du travail d'unification des mouvements de la Résistance réalisé par Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance sur demande du général de Gaulle. Après-guerre, la majorité du MLN forme un nouveau parti politique, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance, tandis qu'une minorité proche du parti communiste fonde l'Union républicaine et Résistance. Ses archives, représentant 87 dossiers et 4 mètres linéaires, comptent quelques dossiers de correspondances et de documentation, mais surtout 79 dossiers d'archives de liquidation du mouvement, comprenant des attestations individuelles d'appartenance au MLN, classées par départements.

6. Fonds de la Fédération nationale des anciens de la Résistance (DE 2016 PA 68)

La Fédération nationale des anciens de la Résistance (FNAR) a été créée en 1944 pour regrouper les membres de la Résistance et des Forces françaises libres. Ses archives, auxquelles ont été ajoutées celle de l'association régionale des anciens résistants de Paris-Ile-de-France créée en 2003, regroupent essentiellement des dossiers des membres de la FNAR. Près de 3170 dossiers sont ainsi conservés, représentant 34 cartons, archives auxquelles s'ajoutent des fiches individuelles, des listes nominatives de cotisants et des déclarations d'adhésion de membres associés qui souhaitent soutenir l'association sans avoir été résistants eux-mêmes. A ces documents s'ajoutent, en matière d'archives individuelles, des listes nominatives des membres de l'association des études sur la Résistance intérieure.

7. Fonds de la Fédération nationale Libre Résistance (DE 2016 PA 34)

La Fédération nationale Libre Résistance (FNLR) est une association créée en juin 1945 sous le nom de « Fédération nationale des Unions régionales de Libre Résistance », avant de prendre son appellation définitive en mai 1946. La FNLR regroupe les anciens agents des réseaux de la section F du *Special Operations Executive* (ou réseaux Buckmaster), ainsi que leurs parents, descendants et amis. La FNLR se donne pour vocation d'apporter un soutien moral et matériel à ses membres et est l'une des trois organisations relevant de la Confédération nationale de la France Combattante (CNFC), les autres étant l'Amicale des réseaux Action de la

France Combattante (regroupant les anciens du BCRA) et la Fédération des Amicales de Réseaux Renseignement et Evasion de la France Combattante (FARREFC). Ses archives se composent essentiellement de fichiers et d'états nominatifs des membres des réseaux Buckmaster, sous des formes diverses : cartes de membres de la confédération ; fiches des adhérents ; états, listes nominatives, fiches individuelles des agents et états de service dans la Résistance classées par réseaux. De la documentation, des dossiers sur l'histoire des réseaux, ainsi que des papiers de gestion de la Fédération complètent le fonds.

8. Archives de Robert Masson et du réseau Samson (DE 2016 PA 45)

Robert Masson entre en résistance en janvier 1941 comme agent du Service de Renseignement Air (SR Air) à Paris auprès du mouvement Ceux de la Libération (CDLL). Il monte un réseau de renseignement au profit de Londres. Coupé de ses chefs après l'invasion de la zone Sud, il établit une liaison avec Alger, puis est arrêté en Espagne, d'où il s'évade et gagne Alger, puis Londres. En avril 1943, il est parachuté en Normandie avec la mission de mettre sur pied un nouveau réseau. Il crée alors le réseau des Forces Françaises Combattantes Samson, assure ses liaisons radio, organise un service de reproduction du courrier, etc. Il regagne Londres en mai 1943, puis est affecté au groupe d'aviation 2/52 en Algérie. À sa demande, à la suite d'arrestations compromettant le fonctionnement des réseaux SR Air, il est de nouveau parachuté en France le 9 février 1944 où il organise le regroupement des postes du SR de zone nord et du réseau Samson. De retour à Londres, en juin 1944, il est affecté au Bureau central de renseignements et d'action (BCRAL) et prend la tête du poste SR tout en conservant la direction de Samson jusqu'à la libération.

En matière de documents sur les parcours de résistants, les archives confiées au SHD après le décès de Robert Masson en 2010 se composent des listes, des fiches et des dossiers individuels des agents de son réseau.

9. Fonds de l'Association des résistants du 11 novembre 1940 (DE 2017 PA 38)

L'association des Résistants du 11 novembre 1940 est créée en 1959 pour commémorer la manifestation spontanée des étudiants et lycéens contre l'occupant allemand, le 11 novembre 1940 à l'Arc de Triomphe. Acceptant les anciens manifestants cooptés par des membres, l'association s'engage alors dans un travail de mémoire pour répertorier les manifestants du 11 novembre 1940, pour recueillir leurs récits de la manifestation et de leur engagement dans la Résistance et pour témoigner devant les élèves des collèges et lycées. En 2011, l'association est affiliée à la Fédération nationale André Maginot, puis, le 18 juin 2013, rejoint le Souvenir Français.

Ses archives, représentant 19 dossiers pour 2.5 mètres linéaires, comprennent uniquement, en matière d'archives individuelles, un dossier, constitué en majeure partie de photocopies, et regroupant des listes nominatives, des fiches et annuaires biographiques, des déclarations d'adhésion, des questionnaires sur les services rendus sous l'Occupation et mémoires de proposition pour décoration.

Conclusion

Ce rapide tour d'horizons des fonds les plus significatifs en matière d'archives individuelles ne doit pas occulter les très nombreux fonds d'anciens résistants conservés dans les fonds privés du SHD. Sans présenter à proprement parler de dossiers de personnels, ils contiennent néanmoins d'utiles renseignements sur le parcours de leurs producteurs, sous l'Occupation, comme après-guerre. Comme sur bien d'autres sujets, l'ensemble représenté par ces archives constitue des sources souvent inédites et trop peu exploitées, qui permettent de reconstituer des parcours de résistants qui, comme le disait Germaine Tillon, sont encore les plus à même de faire comprendre, soixante-dix ans après, ce que furent la Résistance et les résistants.

Nicolas Texier
Chef de la division des archives privées
Département des fonds d'archives
Centre historique des archives
Service historique de la Défense